

Fusionner CDH-Défi-Ecolo: le scénario fou auquel rêvent plusieurs acteurs politiques

LA LIBRE – ABONNÉS – FRANÇOIS BRABANT - lundi 04 juillet 2016

Et si Olivier Maingain, Jean-Michel Javaux, Benoît Lutgen, Bernard Clerfayt, Isabelle Durant, Melchior Wathelet, Didier Gosuin, Catherine Fonck, entre autres, se regroupaient autour d'un projet politique commun ? Pareille embarquée dans la politique-fiction risque de cabrer les esprits les plus rigides. Le scénario, iconoclaste, n'est pourtant pas insensé. En secret, plusieurs acteurs politiques en rêvent. La plupart sont affiliés au CDH. Les rangs d'Ecolo et de Défi (ex-FDF) comptent aussi quelques partisans de la formule. *"Il n'y a plus eu d'offre politique nouvelle en Belgique francophone depuis si longtemps"*, soupire l'un d'eux.

Une conjuration ? Pas encore. Mais les personnalités qui jugent l'option réaliste présentent des profils variés : ministres, anciens ministres, chefs de cabinet, parlementaires, bourgmestres... A ce stade, il n'y a pas de parti en gestation, ni même un début de coordination. Juste une réflexion partagée par des individus qui sont des adversaires politiques dans la vie courante. Certains d'entre eux se parlent. D'autres mûrissent la question en solitaire, ignorant qu'ils ne sont pas seuls à plancher sur le sujet.

La réflexion s'alimente à deux sources. La première relève de l'arithmétique électorale. A trois ans des élections fédérales et régionales de 2019, les ingrédients paraissent déjà réunis pour une campagne clivée gauche-droite. Les questions de sécurité et d'immigration d'une part, de fiscalité et d'emploi de l'autre, devraient déterminer l'agenda. Le carburant idéal pour un grand match PS-MR, mais aussi pour la montée en puissance de forces plus radicales, le PTB à gauche, le PP à droite.

Ce contexte pourrait s'avérer dévastateur pour le CDH, Ecolo et Défi, trois partis plutôt de centre-gauche, mais dont le projet traverse les clivages traditionnels. Ajoutons que le CDH traverse une crise de leadership à Bruxelles, tandis que Défi est en échec total dans sa tentative d'expansion en Wallonie.

Le temps est-il venu de faire cause commune ? La fibre environnementale de Benoît Lutgen, les convergences observées à la Chambre entre Olivier Maingain et Catherine Fonck (débat sur la laïcité mis à part), la complicité née à Schaerbeek entre Isabelle Durant et Bernard Clerfayt, sont autant d'éléments qui renforcent la crédibilité du scénario. *"Benoît Lutgen n'est pas fermé à l'idée et il est moins scotché au PS que ne l'était Joëlle Milquet"*, assure un interlocuteur. *"Qu'il y ait des convergences politiques, ça me paraît évident"*, ajoute, sibyllin, le député fédéral Francis Delpérée (CDH). Un autre centriste, le député wallon Benoît Drèze, se montre enthousiaste : *"A titre personnel, je trouve que ce serait une excellente idée."*

Un ex-ministre élargit le propos : *"Au PS et au MR aussi, un certain nombre de personnes ne supportent plus cette vision où chacun ne peut grandir qu'en tapant sur l'autre. Le mot compromis ferait bien plus progresser la société que le schéma actuel. Ce projet-là, beaucoup de gens en sont convaincus. Et quelques-uns sont prêts à le porter."*

Sortir des sentiers battus

Un second paramètre, au-delà du périmètre belgo-belge, inspire les partisans d'une recomposition politique : la crise de la démocratie, l'incapacité flagrante des gouvernements à résoudre les

problèmes essentiels, notamment environnementaux. Une insatisfaction diffuse grandit parmi les populations européennes. Elle profite tantôt à la N-VA en Flandre, tantôt à l'extrême droite en Autriche, tantôt à Podemos en Espagne. Autant de forces perçues comme non conventionnelles... Chez ceux qui aimeraient "faire bouger les lignes" en Belgique francophone, le Brexit a encore accru la conviction qu'il fallait d'urgence sortir des sentiers battus, imaginer des formes politiques novatrices.

"*Je pense que c'est possible*", déclare Philippe Maystadt. L'ancien ténor du Parti social-chrétien, ministre de 1980 à 1998, reste une voix très écoutée. "*Quand on compare les projets du CDH, d'Ecolo et de Défi, les différences s'avèrent assez faibles, énonce-t-il. Faire l'exercice d'établir un programme commun, ça vaudrait la peine. En France, lorsque socialistes et communistes ont négocié le programme commun, ils étaient beaucoup plus éloignés les uns des autres. Mais la stratégie a permis à Mitterrand d'impulser des changements dans la durée.*"

Un programme commun ? Pour certaines de nos sources, le succès phénoménal du film "Demain" (plus de 100 000 entrées en Belgique) apparaît comme le symbole idéal de ce que devrait proposer le nouvel ensemble : un alliage d'utopie et de solutions concrètes.

Fenêtre d'opportunité

Toutefois, même les plus ardents défenseurs de la manœuvre jugent irréaliste une fusion Ecolo-CDH-Défi. A les entendre, l'opération n'a de chance de succès qu'en brutalisant les appareils politiques existants, par définition rétifs à l'idée de se saborder. Et quand bien même le plan aboutirait, croit savoir l'un de ces stratèges de l'ombre, une partie du CDH et de Défi s'en irait au MR, tandis que la frange la plus radicale d'Ecolo ne serait pas soluble dans le nouveau collectif.

Reste la question du moment opportun pour passer à l'action. "*Le plus tôt sera le mieux*", estime l'un. D'autres entrevoient une "*fenêtre d'opportunité*" juste après les communales de 2018, les scrutins locaux étant peu propices aux innovations. Ce timing permettrait de débouler comme l'attraction de la campagne en 2019. "*Le problème, c'est qu'on est nulle part dans les préparatifs.*"

Avec parfois d'importantes nuances entre eux, de nombreux acteurs partagent en tout cas la certitude que le paysage politique se présentera en 2025 de façon très différente de sa configuration actuelle. "*Il vaudrait mieux anticiper que subir.*"

Isabelle Durant (Ecolo): "Je m'interroge sur le rôle des partis"

Pour Isabelle Durant, c'est la saison du doute. "*Après le Brexit, il faut vraiment s'interroger sur le rôle des partis politiques*", confie la députée bruxelloise, qui estime que l'époque impose de "*changer absolument quelque chose*". "*La forme des partis politiques, y compris le mien, ne correspond plus à ce que des gens à sensibilité écologiste souhaitent.*"

Nécessité faisant loi, l'écologiste schaarbeekoise se dit preneuse d'une recomposition politique. A une condition : "*Je ne veux pas d'alliances d'opportunité comme par le passé le rapprochement PRL-FDF ou le cartel entre le CD&V et la N-VA. Ce n'est que de la pure tactique, ça.*"

Ces réflexions, Isabelle Durant les exprime à un moment où Ecolo, deux ans après la défaite de 2014, s'interroge toujours sur la voie à suivre. "*De mon point de vue, la vocation des écologistes n'est ni de s'engouffrer dans la course à gauche ni de lorgner une place dans l'establishment. On doit*

au contraire unir les forces qui n'en peuvent plus de cette bête polarisation gauche-droite. Rassembler tous les non-encartés et tous les gens qui ne veulent plus être encartés."

Période suspecte

Aux yeux de l'ancienne vice-Première ministre, le calendrier apparaît toutefois comme un obstacle majeur. *"Je pense qu'on a trop attendu après 2014. Maintenant, le temps manque. Une nouvelle dynamique, ça ne se crée pas en un an. Cela suppose un travail de fond."* Mieux vaudrait dès lors laisser filer le scrutin de 2019, et aviser ensuite ? Isabelle Durant ne ferme aucune porte. *"Ma réflexion n'est pas finie. A première vue, la période est suspecte, on est déjà trop proche des élections. En septembre, il restera un an avant les communales. Les fédérales suivront très vite. C'est court pour construire un truc crédible. Mais est-ce que ça veut dire alors qu'on doit se résigner à un duel PS-MR, et Ecolo au milieu, qui aura du mal à faire entendre sa voix ? Peut-être qu'on doit quand même réfléchir avant 2019, pour éviter le monopole PS-MR. L'addition pure et simple Ecolo-CDH-Défi, je n'y crois pas. N'empêche, entre ces trois partis, il y a peut-être des filets à tendre, sans aller jusqu'à une recomposition formelle."*

Quoi qu'il arrive, le fond devra primer sur la forme, avertit la députée. *"Si ce n'est qu'un attrape-voix, les gens sentiront que c'est juste un truc intéressé. Alors ça fera flop. Et à ce moment-là, ça fait flop pour longtemps."*

Didier Gosuin (Défi): "Il est temps de faire bouger les lignes"

Didier Gosuin est depuis trente ans l'un des leaders du FDF (rebaptisé Défi en 2015). Vice-président du gouvernement bruxellois, bourgmestre d'Auderghem depuis 1995, entré pour la première fois à l'exécutif régional en 1989, il incarne la politique dans ce qu'elle a de plus institutionnel. Pourtant, un ressort en lui s'est cassé. *"Nous sommes dans une fin de cycle, avec un système politique qui tourne à vide, incapable de proposer des réponses à la mondialisation. Il suffit de voir les films de Ken Loach pour s'en rendre compte. Les politiques néolibérales nous ont menés dans le mur."*

A l'entendre, les clivages anciens seraient bons à jeter aux oubliettes. *"Loin de moi l'idée que l'axe gauche-droite ne signifie plus rien. Mais la ligne de fracture est en train de changer. Il y a d'un côté une lame gagnante, celle du repli sur soi et de l'égoïsme et de l'autre une masse informe, sans projet clair."*

Prendre des risques

Comment sortir de l'impasse ? *"Le premier pas, c'est sans doute la création d'une plateforme à travers laquelle des acteurs politiques, peu importe leur parti, formuleront des propositions. Mais ceux qui s'engagent là-dedans doivent prendre des risques. Y sont-ils prêts ? Si chacun reste dans l'ambiguïté, avec deux fers au feu, on ne servira pas ce projet."*

Didier Gosuin formule un deuxième préalable. *"Il faudra de la cohérence ! Cela ne m'intéresse pas de me mettre à table avec des gens du PS et du MR qui lanceraient de belles promesses pour les renier ensuite. Si on regarde les partis qui émergent, comme Podemos en Espagne ou le Mouvement 5 Etoiles en Italie, leur handicap, c'est que sur l'Europe, sur l'immigration, ils restent dans le flou. Je vous le dis : c'est pour ça qu'ils ne perceront pas. Il faut un projet clair, même si c'est plus compliqué."*

L'opération doit-elle conduire à effacer les frontières entre les partis actuels ? Là n'est pas le débat, évacue le ministre. *"Si la recomposition se fait, ce n'est pas M. Maingain qui invite au resto M. Lutgen et Mme Khattabi, ça, ce n'est que du marivaudage politicien. Par contre, que des personnalités réfléchissent ensemble, ce serait positif. Il y aurait un projet novateur de ce type-là qui se dessinerait; moi, j'y adhérerais. Avec ou sans mon parti. Il est temps de faire bouger les lignes."*

Jean-Jacques Viseur: "PS et MR, c'est le conservatisme"

Ministre des Finances en 1998-1999, député PSC à la fin de l'ère Dehaene, puis CDH au début des années Verhofstadt, Jean-Jacques Viseur a terminé son parcours par un sacerdoce, le mayorat de Charleroi, de 2007 à 2012. A soixante-neuf ans, il garde un œil alerte sur le paysage politique, trop figé à son goût. *"Je suis devenu au cours de ma carrière antisocialiste primaire, raconte-t-il. J'étais au départ séduit par la social-démocratie, mais je me suis rendu compte que le PS est une machine sclérosée, qui n'existe que pour l'occupation du pouvoir. L'autre grand parti francophone, le MR, est lui aussi d'un profond conservatisme. A côté de ça, on a trois petits partis qui ont des idées, mais ne sont que des appoints."*

Le Carolo voit dans l'inexorable ascension du PTB une raison de dépasser les anciens antagonismes. *"Les radicaux préfèrent désormais Raoul Hedebouw. L'avenir d'Ecolo, ce n'est pas d'être l'extrême gauche du PS, mais un parti progressiste, qui porte des valeurs. Et là, quand on arrive aux valeurs, entre CDH et Ecolo, je ne vois aucune différence sérieuse."*

Des accessoires

De plus, Jean-Jacques Viseur décèle chez le CDH, Ecolo et Défi une même sensibilité associative. *"Les socialistes ne comprendront jamais rien à l'associatif. Ils n'imaginent pas un système aussi décentralisé. Et pour les libéraux, c'est un monde étranger."*

Et puis, l'ex-ministre pointe un paradoxe mathématique : en politique, *"deux fois 9 %, ça ne fait pas 18 %"*. Le morcellement des forces situées entre le PS et le MR empêche celles-ci de peser sur le cours des événements. *"Avec la montée du PTB, Ecolo et le CDH deviennent des accessoires, quatrième et cinquième partis en Wallonie. La question, c'est désormais : mourir séparés ou vivre ensemble ? Reste à fixer le timing. Les communales sont le plus mauvais moment, car les alliances ne se décident que sur des questions de personnes. Mais après octobre 2018, le scrutin fédéral de 2019 vient très, très vite. Les dirigeants doivent donc décider avant, sur des éléments de fond, puis ils auront cinq, six mois pour convaincre leur base."*

Mission impossible ? Selon Jean-Jacques Viseur, un obstacle "énorme" réside dans les inimitiés personnelles entre certains leaders des trois partis. "C'est ennuyeux mais pas insurmontable si on a des dirigeants courageux. Si ça ne tenait qu'à Lutgen et Javaux, à mon avis, ce serait vite décidé."